

FORCE PUBLIQUE

Les services publics, le meilleur de nous-mêmes !

Volume 1, Numéro 1
Automne 2007

Dans ce numéro

Une page
d'histoire syndi-
cale vient
de s'écrire



Une première syndi-
cale a été vécue les
10 et 11 octobre 2007
à Duchesnay, en
banlieue de Québec.
page 2

La privatisa-
tion fait des
ravages

Que ce soit en
Amérique du Nord,
en Amérique du
Sud, en Europe, en



Afrique ou ailleurs
sur la planète, on
assiste partout au
même phénomène.
page 3

Le SISP sonne
l'alerte en
santé

Cet automne en est
un de tous les dan-
gers pour les servi-
ces publics de santé
et de services so-
ciaux. La lutte à la
privatisation s'avère
le principal cheval
de bataille et le SISP
en fait sa priorité.
page 3

Pétition contre
la loi 142

Le SISP a lancé une
pétition qui suit son
cours et qui réclame



le rétablissement des
droits des travailleu-
ses et des travail-
leurs des services
publics au Québec.
page 4

Défense et valorisation des services publics

La mobilisation est plus que jamais nécessaire !

Vous tenez entre vos mains le premier numéro de *Force publique*, le bulletin d'information officiel du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) qui s'adresse aux 300 000 travailleuses et travailleurs du secteur public représentés par nos cinq organisations syndicales.

À l'exemple du SISP, ce bulletin d'information est né de notre volonté de renforcer la solidarité entre les salariés du secteur public membres de la CSQ, de la FIQ, du SFPQ, du SPGQ et de l'APTS. Une volonté qui, avouons-le, aurait été impensable il n'y a pas si longtemps encore. Mais ce qui peut apparaître impossible en temps normal devient souvent possible en temps de crise, et c'est ce qui se passe.

Une crise importante qui menace les services publics

À titre de présidentes et présidents représentant le plus grand nombre de travailleuses et de travailleurs du secteur public, nous sommes convaincus que nous vivons une crise importante au Québec. Une crise de valeurs qui met en péril à la fois la survie de nos services publics, aussi bien que ce modèle de société que nous nous sommes donné, et que nous voulions juste, égalitaire et solidaire.

Nous devons entendre les voix de plus en plus nombreuses et présentes sur la place publique qui s'élèvent depuis quelques années, avec de plus en plus d'audace, pour discréditer la qualité de nos services publics, dévaloriser celles et ceux qui y travaillent et réclamer du même souffle un rôle accru du secteur privé dans la prestation de ces services. Les tenants de ce discours ont d'autant plus de succès que nos médias, écrits et électroniques, leur accordent une place largement disproportionnée pour le nombre de personnes réelles qu'ils représentent.

Des enjeux bien réels pour les salariés et la population

Ce constat du climat qui prévaut au Québec nous a amenés à prendre conscience de l'ampleur des défis qui interpellent l'ensemble des travailleuses et des travailleurs du secteur public et les organisations syndicales qui les représentent. Au cœur des enjeux, se trouvent bien sûr les emplois des salariés, mais il y a plus. Il existe aussi un enjeu plus large qui concerne l'ensemble de nos concitoyennes et concitoyens, c'est-à-dire le type de société que nous voulons au Québec.

D'un côté, se trouve le modèle social-démocrate qui a rendu possible la construction d'un Québec moderne et permis à tous les Québécois et Québécoises, peu importe leur revenu, d'avoir accès à un ensemble de services publics gratuits et de qualité, ce qui n'était pas le cas auparavant. De l'autre, on retrouve le modèle néolibéral où l'on souhaite un retour à une plus grande privatisation, avec une accessibilité aux services et le droit à une qualité de services qui varient en fonction de la capacité de payer des utilisateurs.

Le pouvoir économique a considérablement accru, au cours des dernières années, l'emprise du néolibéralisme sur notre monde. Les services publics demeurent le dernier secteur d'activité où il n'a pas réussi à imposer ses règles et il est évident que



De gauche à droite : Gilles Dussault, Lina Bonamie, Dominique Verreault, Michel Sawyer et Réjean Parent

sa volonté d'expansion, au nom d'une recherche insatiable de profits et d'enrichissement, le pousse irrémédiablement dans cette direction. Cependant, il faut réussir à soustraire les services publics à la logique dévastatrice du marché.

Une question de raison... et de cœur

Nous sommes d'ailleurs convaincus que les organisations syndicales, particulièrement du secteur public, sont le dernier rempart qui peut mettre un frein au processus de privatisation des services publics et de démantèlement de l'État québécois qui a été mis en branle.

Il faut cependant reconnaître que le défi est énorme. Mais, malgré les attaques importantes qu'a dû subir le monde syndical au cours des dernières années, dont la dure loi 142 devenue la loi 43, nous avons la responsabilité de défendre les services publics. Les trois raisons sont bien simples : parce que nous savons que l'accès à des services publics universels constitue une étape essentielle dans le progrès d'une société ; parce que nous aimons notre tra-

vail au service de nos concitoyennes et concitoyens et qu'il est inacceptable que nos emplois soient récupérés par des entreprises privées qui les utiliseront en premier lieu à de seules fins mercantiles et enfin, parce que nous avons à cœur la sauvegarde des intérêts moraux et sociaux de nos membres. La défense des services publics est donc pour nous une question de raison et de cœur.

Ensemble, nous pouvons faire la différence

Nous avons donc choisi de nous regrouper au sein du SISP, de mettre l'accent sur la nécessité d'une plus grande solidarité des travailleuses et des travailleurs du secteur public, pour nous porter à la défense de nos services publics.

Le défi est devant nous. Nous le relèverons avec succès grâce à l'engagement de nos 300 000 membres.

Réjean Parent

Président de la CSQ

Lina Bonamie

Présidente de la FIQ

Michel Sawyer

Président général du SFPQ

Gilles Dussault

Président du SPGQ

Dominique Verreault

Présidente de l'APTS

Le SISP : une mission fondamentale

La mission du SISP vise la défense et la promotion des services publics offerts à la population québécoise, ainsi que la valorisation des travailleuses et des travailleurs qui y œuvrent. Par leurs actions concertées, la CSQ, la FIQ, le SFPQ, le SPGQ et l'APTS souhaitent favoriser l'accès à des services publics de qualité, et ce, sur l'ensemble du territoire québécois.

Les 10 et 11 octobre 2007

Une page d'histoire syndicale s'est écrite à Duchesnay

Une première syndicale a été vécue les 10 et 11 octobre 2007 à Duchesnay, en banlieue de Québec, alors que les exécutifs des cinq organisations syndicales regroupées au sein du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) se réunissaient pour partager leur analyse de la conjoncture sociopolitique et économique au Québec, afin d'élaborer un plan d'action commun pour défendre et valoriser les services publics ainsi que les personnes qui y œuvrent.

Durant deux jours, le président de la CSQ, M. Réjean Parent, la présidente de la FIQ, Mme Lina Bonamie, le président du SFPQ, M. Michel Sawyer, le président du SPGQ, M. Gilles Dussault, et la présidente de l'APTS, Mme Dominique Verreault, ainsi que les membres de leurs exécutifs, ont fait le point sur le



Photos : Danielle Lavallée



menaçant vent de droite qui souffle sur le Québec, appelant à la privatisation des services publics et à la réduction de l'appareil de l'État. Ils se sont également penchés sur les moyens nécessaires à prendre pour le contrer au nom du bien commun.

Un processus de privatisation bel et bien enclenché

Essentiellement, les leaders des cinq organisations syndicales partagent une lecture commune de la réalité québécoise. Les services publics au Québec, et par le fait même les centaines de milliers de salariés qui y travaillent, doivent faire face depuis quelques années aux plus virulentes attaques jamais lancées contre eux par les tenants du néolibéralisme.

Profitant de ce vent favorable à ses idées, le gouvernement Charest a donc accéléré le processus de démantèlement de l'État québécois :

- cinq organismes gouvernementaux sont déjà menacés de privatisation ;
- dix-neuf autres organismes sont actuellement sous examen ;
- le processus de la privatisation du réseau de la santé et des services sociaux s'est mis en branle et devrait s'accroître avec le rapport du groupe de travail « privé » Castonguay ;
- l'infiltration du privé dans l'enseignement supérieur est maintenant chose faite ;
- le financement de l'enseignement post-secondaire est de moins en moins public.

Les cinq organisations syndicales membres du SISP vivent cette même réalité engendrée par la volonté de l'État de se désengager des services

publics. Dans ce contexte, les exécutifs syndicaux arrivent à la conclusion qu'il est nécessaire et urgent de prendre divers moyens pour renforcer le pouvoir syndical, et ce, à l'interne par une plus forte mobilisation de nos membres, aussi bien qu'à l'externe auprès de l'opinion publique.

Un plan d'action en préparation

À l'issue de cette rencontre de deux jours, les leaders syndicaux ont d'ailleurs discuté d'un plan d'action qui tournera essentiellement autour de trois axes. Le premier axe, qui transcende l'ensemble du plan d'action, réitère les objectifs mêmes du protocole qui sont la défense et la promotion des services publics, de même que la valorisation de celles et ceux qui y travaillent.

Le deuxième axe du plan d'action est tourné vers l'interne, c'est-à-dire vers les membres des cinq organisations syndicales du SISP. Il visera à définir et à mettre en branle des moyens afin de faire prendre conscience aux membres des enjeux réels de la privatisation et des impacts de celle-ci sur les services à la population.

Le dernier axe du plan d'action est orienté vers l'externe et vise à informer l'ensemble de la population sur les dangers de la privatisation, particulièrement dans le secteur de la santé.

Des organisations capables et désireuses de travailler ensemble

Cette rencontre syndicale historique de Duchesnay a démontré une fois de plus la capacité des organisations syndicales membres du SISP à travailler ensemble et leur volonté d'unir leurs forces pour défendre leurs intérêts communs.

Le SISP : une nouvelle et puissante force syndicale

Avec ses 300 000 membres, dont 240 000 provenant des secteurs public, parapublic et péripublic, le Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) est une puissante force syndicale. En fait, aucune autre organisation syndicale au Québec ne peut prétendre représenter un nombre aussi élevé de tra-



Photo : Gabriel Danis

vailleuses et de travailleurs du secteur public. Le SISP est aujourd'hui la voix la plus forte qui peut s'élever pour parler au nom de celles et ceux qui, quotidiennement, dispensent les services publics à notre population.

Le SISP tire sa force du regroupement des cinq organisations syndicales suivantes :

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Président : Réjean Parent
155 000 membres, dont plus de 100 000 dans le secteur public
Secteurs représentés : éducation, santé, services sociaux, loisirs, culture, communication, communautaire et municipalités

La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)

Présidente : Lina Bonamie
57 000 membres, tous dans le secteur public
Secteur représenté : santé

Le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ)

Président général : Michel Sawyer
44 000 membres, tous dans le secteur public
Secteur représenté : fonction publique

Le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)

Président : Gilles Dussault
19 000 membres, dont 17 000 dans la fonction publique et 2 000 dans le secteur parapublic
Secteurs représentés : fonction publique, sociétés d'État, éducation et santé

L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)

Présidente : Dominique Verreault
26 000 membres, tous dans le secteur public
Secteurs représentés : santé et services sociaux

Le SISP, ce sont 300 000 salariés, comme vous, qui œuvrent pour le bien de 7 651 033 personnes au Québec.

28^e Congrès mondial de l'Internationale des Services Publics

La privatisation fait des ravages partout dans le monde

Quatre des cinq organisations membres du SISP ont participé au mois de septembre dernier, par l'entremise de ses porte-parole, au Congrès mondial de l'Internationale des Services Publics (ISP). Tenu à Vienne, en Autriche, ce congrès rassemblait plus de 2 000 syndicalistes représentant plus de 20 millions de travailleuses et de travailleurs du secteur public œuvrant dans plus de 140 pays à travers le monde.

Il s'agissait du 28^e Congrès mondial de l'ISP qui célèbre d'ailleurs cette année son centième anniversaire.

La participation des leaders du SISP à l'événement a été très enrichissante et a été l'occasion pour nos organisations syndicales représentées de renforcer leur solidarité et leurs liens avec cette importante organisation mondiale et ses syndicats membres. Une démarche qui s'avère nécessaire à l'heure d'une mondialisation de l'économie qui a mis en mouvement un vent de privatisation des services publics qui souffle sur le Québec et, également, sur l'ensemble des nations à travers le monde.

Un appétit vorace

Que ce soit en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Europe, en Afrique ou ailleurs sur la planète, on assiste partout au même phé-



Plusieurs pays étaient représentés au Congrès mondial de Vienne

nomène, c'est-à-dire à l'émergence de puissants lobbys de droite qui entonnent tous un seul refrain : la nécessité de privatiser certains services



publics au nom de l'efficacité, de la concurrence du marché et de la rentabilité. La langue et la culture peuvent changer, mais le discours demeure toujours le même.

Alors qu'au Québec, les services et les soins de santé sont, pour l'instant, le principal appât sur lequel les entreprises privées veulent mettre la main, les témoignages entendus lors de ce congrès mondial démontrent que ça ne s'arrêtera pas là. Les exemples de ce qui se passe ailleurs dans le monde démontrent que les entreprises ont un appétit beaucoup plus vorace et lorgnent déjà les services sociaux, le système d'éducation, les régimes de pension et de vieillesse, la gestion de l'eau, le gaz et l'électricité, la police et la sécurité, la culture et bien sûr... la gestion de nos déchets.

Le gouvernement Charest dénoncé à Vienne

Les porte-parole du SISP n'ont cependant pas fait qu'écouter à Vienne. En effet, le SISP présentait un atelier dont le contenu faisait état des efforts menés au Québec pour défendre et valoriser les services publics afin de contrer les tentatives de privatisation du gouvernement Charest. Ils ont également profité de cette tribune interna-

tionale pour dénoncer, une fois de plus, l'entêtement du gouvernement Charest qui refuse de revoir la loi 43 bien que son adoption, sous le bâillon, ait été condamnée clairement par le Bureau international du travail (BIT), une organisation relevant de l'ONU.

Les leaders du SISP ont rappelé que le gouvernement du Québec n'a manifesté encore aucun remords pour avoir violé les conventions internationales portant sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, de même que sur le droit d'organisation et de négociation collective, comme le démontre clairement la décision rendue par le BIT.

Trois bonnes raisons pour s'opposer à la privatisation des services publics



Photo : Photos.com

1

Ils coûteraient plus cher parce que soumis à la logique du profit

2

Ils représenteraient un retour à l'endettement des familles parce que la gratuité, l'accessibilité et l'universalité seraient abolies

3

Ils varieraient en nombre et en qualité d'une région à l'autre parce qu'ils seraient sous le contrôle d'entreprises recherchant avant tout la rentabilité

Et quelle est la vôtre ?

Le SISP sonne l'alerte en santé

Cet automne en est un de tous les dangers pour les services publics de santé et de services sociaux. La lutte à la privatisation s'avère le principal cheval de bataille et le SISP en fait sa priorité.

En effet, jamais n'a-t-on assisté à des initiatives de privatisation aussi agressives. Entente contractuelle entre l'hôpital Sacré-Cœur de Montréal et le centre de chirurgie privée RocklandMD, lancement de l'agence de courtage du Groupe Chaoulli pour faciliter l'accès à des soins privés et rencontre à huis clos des planificateurs de la privatisation de toute la planète à Saint-Sauveur sont autant de missiles destinés à détruire le système public de santé. Pour chapeauter le tout, le rapport du comité de travail mandaté par la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, et présidé par Claude Castonguay, dont on connaît déjà la pensée toute faite, sera déposé en décembre et contiendra des conclusions et des recommandations qui ne pourront qu'accroître la privatisation de la santé.

Photo : APTS



Il faut s'indigner !

Le SISP dénoncera sur toutes les tribunes ces attaques virulentes contre le système public de santé et de services sociaux. Mais il faudra compter sur la force du nombre et sur l'indignation manifeste des membres pour porter haut et fort le message que la santé à deux vitesses, c'est NON MERCI ! Le SISP fait donc appel à un soulèvement populaire de ses membres.

Votre geste peut faire la différence

En novembre, des milliers de dépliants de sensibilisation assortis d'une carte postale à adresser au gouvernement Charest dénonçant la privatisation de la santé circuleront dans vos milieux. On compte sur vous tous pour signer fièrement cette carte postale et ainsi affirmer votre conviction envers le système de santé public.

Une manifestation engagée à Saint-Sauveur

Le SISP s'est aussi mobilisé pour montrer son engagement envers le système public en participant activement à une manifestation organisée par la Coalition Solidarité Santé au « Davos secret de la santé » à Saint-Sauveur, le 5 novembre 2007.

Pour l'avenir du système public de santé, l'action c'est maintenant !

Protocole signé le 22 mai 2007

Les cinq leaders syndicaux du SISP se sont engagés à resserrer leurs liens

Les présidentes et les présidents des cinq organisations syndicales membres du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP), M. Réjean Parent (CSQ), Mme Lina Bonamie (FIQ), M. Michel Sawyer (SFPQ), M. Gilles Dussault (SPGQ) et Mme Dominique Verreault (APTS), ont confirmé leur volonté de collaboration et de rapprochement en signant, le 22 mai dernier à Montréal, un protocole précisant les engagements que nos organisations syndicales prennent les unes envers les autres.

D'entrée de jeu, le protocole présente une série d'intérêts communs à nos cinq organisations syndicales qui justifient cette volonté de nos leaders d'unir nos forces pour réaliser diverses actions. En fait, nos organisations syndicales se rejoignent par une même volonté de défendre et de promouvoir les intérêts économiques, professionnels et sociaux de nos membres. Elles souhaitent également militer pour l'existence de services publics de qualité et, plus particulièrement, leur universalité et leur accessibilité.

Une coopération indispensable

Les présidentes et les présidents sont unanimes pour reconnaître que le resserriment des liens de solidarité et de coopération entre nos organisations ne peut que servir les intérêts de nos membres et la cause des services publics.

Cette coopération confirme la viabilité et renforce la cohésion du SISP au sein du monde syndical. Le SISP aura d'ailleurs son plan de travail annuel, son budget et ses règles de fonctionnement internes qui seront établis par l'assemblée générale composée des cinq comités exécutifs des cinq organisations syndicales. Ces dernières désignent chacune un agent de liaison afin d'assurer la mise en œuvre du plan de travail du SISP, dont la coordination sera assurée par une personne nommée au poste de secrétaire général pour une période de deux ans.

Les dossiers communs

Les cinq organisations syndicales ont également précisé les dossiers sur lesquels elles entendent collaborer. Un domaine où les organisations membres du SISP entendent pousser leur coopération est celui de l'action sociopolitique, en s'intéressant particulièrement à la lutte contre la privatisation des services publics, à la révision des organismes publics, à l'action internationale, à l'émergence d'un discours alternatif, à la culture, à la langue et au développement durable.

Pour ce qui touche l'action revendicative, les dossiers retenus sont la négociation nationale d'éléments intersectoriels, ainsi que la lutte à mener contre la loi 142 et la révision du régime de négociation. Dans le secteur de l'action profession-



Photo : Michel Monette

nelle, elles se préoccupent particulièrement de l'attraction et de la rétention d'un personnel de qualité dans les services publics.

Le protocole prévoit également que les membres des cinq organisations syndicales seront informés régulièrement des échanges et des collaborations intervenant à travers le SISP. Ce protocole, signé par les cinq leaders syndicaux, a également été ratifié par les instances de chaque organisation syndicale.



Photos : Maxime Maguire

Pétition contre la loi 142

Rappelons au gouvernement Charest que nous nous souvenons de décembre 2005

Dans la foulée de la décision rendue le printemps dernier par le Bureau international du travail (BIT) condamnant la loi 142 (devenue loi 43) adoptée sous le bâillon par le gouvernement Charest, le SISP a lancé une pétition qui suit son cours et qui réclame le rétablissement des droits des travailleuses et des travailleurs des services publics au Québec.

L'objectif est d'obtenir 50 000 signatures d'ici le 10 décembre prochain. Soyez aux aguets pour y apposer votre signature, ou informez-vous auprès de vos représentants syndicaux. Nous vous invitons d'ailleurs à vous rendre sur le site Web du SISP, à l'adresse www.sisp.qc.net, pour vous procurer la pétition que nous vous encourageons à signer en groupe et à remettre à votre délégué.

Nous espérons que les travailleuses et les travailleurs du secteur public signeront massivement cette pétition pour rappeler au gouvernement Charest, à quelques jours de Noël, que nous n'oublierons jamais le coup de force législatif qu'il a fait subir aux travailleuses et aux travailleurs des services publics en décembre 2005 en décrétant nos conditions de travail par l'imposition de la loi 142.



Le SISP a affiché ses couleurs aux 11^{es} Journées de la culture

Le SISP a affiché ses couleurs lors des 11^{es} Journées de la culture qui se déroulaient les 28, 29 et 30 septembre dernier.

Un groupe de travail avait été créé pour préparer une exposition mettant en valeur les plus belles œuvres des membres du personnel de chacune des composantes du SISP et de quelques proches collaboratrices et collaborateurs. Le groupe était formé de Daniel B. Lafrenière (CSQ), Johanne Gagnon (SFPQ), Éloïse Paquette (SPGQ) et Marc Thibault-Bellerose (FIQ).

Installée dans les locaux du SFPQ à Québec, cette exposition a rassemblé plus d'une centaine de personnes, mem-



bres, artistes et visiteurs de la région afin d'admirer tout le talent de nos artistes qui ont proposé une cinquantaine d'œuvres.

Un rayonnement pancanadien

Puisque l'événement se voulait « grand public » et bénéficiait d'une publicité pancanadienne, le SISP a pu se faire connaître de certains grands médias nationaux en collaboration avec Culture pour tous, l'ancien Secrétariat des Journées de la culture. Le groupe de travail prévoit déjà participer aux 12^{es} Journées de la culture avec le souci d'y associer les membres de chacune des composantes du SISP avec possiblement un volet régional.